



Centre Canadien
pour le développement
de la politique étrangère

LA NOUVELLE FRONTIÈRE

L'Arctique, nouvelle dimension de la politique étrangère du Canada

En septembre 1996, des délégués de huit pays et trois organismes internationaux représentant les peuples autochtones se sont réunis à Ottawa et ont fondé le Conseil de l'Arctique.

Depuis sa création, les groupes de travail se concentrent sur des approches coopératives à l'égard de diverses questions, notamment la protection de l'environnement marin, la prévention des catastrophes environnementales et les mesures à prendre en cas d'urgence, ainsi que la protection de la flore et de la faune arctiques.

Pour préparer la première conférence des ministres du Conseil de l'Arctique, qui a eu lieu les 17 et 18 septembre 1998 à Iqaluit, dans l'Est de l'Arctique canadien, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère avait organisé une série de débats publics appelés Forum national sur les relations circumpolaires.



photo : MAECI

Le Conseil de l'Arctique réunit huit pays circumpolaires : le Canada, le Danemark/Groenland, les États-Unis, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie et la Suède. Les quatre membres permanents sont : la Conférence circumpolaire inuit, le Conseil Saami, l'Association russe des peuples autochtones du Nord et l'Association internationale ALEUT de l'Alaska. Des États ne faisant pas partie de la région arctique et des organisations non gouvernementales figurent au nombre des observateurs accrédités.

Ces discussions ont mené à l'élaboration d'un document de consultation sur la politique étrangère, intitulé « Vers une politique étrangère canadienne visant le Nord ». Le document explore plusieurs sujets qui revêtent une importance cruciale pour le Canada, notamment la souveraineté et la sécurité dans le Nord, les relations bilatérales avec les pays nordiques avoisinants, la protection de l'environnement et le renouvellement social et culturel.

Les débats du Forum national et le document de consultation ont contribué à définir la position du Canada à la réunion du Conseil. M. Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, et M^{me} Jane Stewart, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ont été les coanimateurs des débats de la réunion. Les délégués ont approuvé les plans d'action pour les deux prochaines années, surtout dans les domaines de la télémédecine, de la gestion des ressources et du développement durable, et ils ont adopté le projet canadien concernant les enfants et les jeunes de l'Arctique. Cette initiative prévoit l'organisation de stages pour des jeunes inuit dans le cadre de la Conférence circumpolaire inuit. Le Canada a également incité les ministres à adopter une proposition en vue d'étudier la possibilité de créer l'Université de l'Arctique, qui serait une « université ouverte ».

« Le Nord est véritablement la frontière des possibilités pour le 21^e siècle, et le travail du Conseil est essentiel pour permettre à la région de réaliser tout son potentiel », a déclaré M^{me} Stewart. M. Axworthy a ajouté : « Les nations arctiques partagent un milieu et de nombreux intérêts communs, et les efforts de coopération entre nations peuvent avoir une incidence sur la vie des habitants du Nord. »



Mary Simon

photo : CANAPRESS

Avec la collaboration de l'ambassadrice aux Affaires circumpolaires, M^{me} Mary Simon, le Centre tiendra plusieurs réunions dans tout le Canada afin de poursuivre le travail du Forum national de 1998 et de la réunion des ministres du Conseil de l'Arctique. Pour obtenir des renseignements complémentaires sur ces réunions ainsi que des exemplaires du rapport et du document de consultation, veuillez consulter le site Web du Centre (www.cfp-pec.gc.ca). ●

Nota

Le Centre va diffuser en février sur son site Web les résultats de forums tenus en janvier sur le nouveau mandat de deux ans du Canada au Conseil de sécurité de l'ONU.



photo : CANAPRESS